Quelles réformes des retraites de 1993 à 2014 ?

Dernière modification : 9 janvier 2023

🕒 4 minutes

📺 Vidéo, Podcast

L'essentiel

Le système de retraite a fait l'objet de nombreuses réformes ces 30 dernières années. Ces réformes vont dans le sens :

- d'un **allongement de la durée de cotisation** et de nouveaux modes de calcul des pensions (avec un mécanisme de décote et de surcote) ;
- d'une valorisation des carrières longues avec un **dispositif de départs anticipés** ;
- d'une prise en compte des travailleurs à temps partiel.

En détail

Depuis les années 1990, six réformes des retraites ont été engagées : en 1993, 2003, 2008, 2010, 2012 et 2014.

Quelles ont été les six réformes engagées depuis 1993 ?

Les six réformes du système de retraite qui ont eu lieu depuis 1993 sont :

- la **loi du 22 juillet 1993** relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale. Elle modifie les conditions d'accès à la retraite des assurés du régime général et assimilés ("réforme Balladur") ;
- la **loi du 21 août 2003** portant réforme des retraites, qui rapproche les règles applicables à la fonction publique de celles du secteur privé. Elle crée également un mécanisme de surcote et de décote avec un dispositif de départ anticipé pour les carrières longues ("loi Fillon") ;
- la **réforme des régimes spéciaux** en 2008 ;

- la **loi du 9 novembre 2010** portant réforme des retraites fixe l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans et celui de la liquidation à taux plein à 67 ans ("réforme Woerth") ;
- le **décret du 6 juin 2012** relatif au départ à la retraite à 60 ans ;
- la **loi du 20 janvier 2014** garantissant l'avenir et la justice du système de retraites inscrit le principe de l'allongement au fil des générations de la durée de cotisation. Cette durée est fixée à 43 ans pour les assurés nés à partir de 1973 ("réforme Touraine").

Le projet de réforme porté par Edouard Philippe en 2019 prévoyait le passage à un système universel de retraite par points. Vivement contesté à la veille de la crise sanitaire, il a été abandonné dans ce contexte.

Ces réformes ont joué sur les différents paramètres possibles (âge de départ en retraite, durée de cotisation, montant de pensions), ce qui a eu un impact direct sur le solde des régimes et leur situation financière.

Quel est le sens de ces réformes ?

Les mesures prises depuis les années 1990 vont dans le sens d'un **durcissement des règles et des modalités d'attribution** des pensions de retraite à taux plein.

Les leviers utilisés sont :

- **la modification du mode de calcul des pensions** de retraite. Par exemple, calcul sur les 25 meilleures années pour les salariés du privé, indexation des retraites sur les prix et non plus sur les salaires... ;
- **l'allongement de la durée d'activité** pour pouvoir bénéficier d'une pension à taux plein. Alors qu'il fallait 37,5 ans de cotisations en 1993, 43 ans seront nécessaires d'ici 2035 (pour les assurés nés en 1973), dans le cadre de la législation issue de la réforme Touraine ;
- **la hausse de l'âge légal de départ à la retraite** : il est passé de 60 à 62 ans pour l'ouverture des droits et de 65 à 67 ans pour l'obtention automatique du taux plein ;
- **l'instauration de mécanismes de décote et de surcote** pour inciter à travailler plus longtemps. Le cumul emploi/retraite a été promu.

Parallèlement, des mesures ont été prises à l'égard des personnes ayant commencé à travailler très jeunes ou exerçant une profession pénible :

- les modalités de départ ont été adaptées pour prendre en compte les carrières longues ;
- les règles pour la validation d'un trimestre ont été modifiées, ce qui favorise les travailleurs à **temps partiel** ;
- enfin, la loi de janvier 2014 a créé un compte personnel de **prévention de la pénibilité**. Cette mesure permet aux salariés exerçant leur activité dans un environnement pénible d'obtenir des droits spécifiques à retraite, de disposer de droits à formation et à aménagement du temps de travail.

En vidéo

Dans les années 1970, les crises économiques et le vieillissement de la population interrogent la pérennité du système de retraite créé en 1945.

En 1983, l'âge légal de la retraite est fixé à 60 ans.

Publiés entre 1987 et 1991, des rapports préconisent un départ à la retraite "progressif" et l'allongement de la durée de cotisation.

Ils inspirent la première grande réforme de 1993 sur les retraites du secteur privé.

La durée de cotisation passe de 37,5 ans à 40 ans.

Le salaire de référence est calculé sur les 25 meilleures années. Les pensions sont désormais indexées sur l'inflation.

Un fonds de solidarité vieillesse est créé pour prendre en charge des dépenses de solidarité.

Fin 1995, le gouvernement renonce à étendre la réforme au secteur public, devant l'ampleur du mouvement social.

Entre 1990 et 2000, plusieurs rapports alertent sur la situation financière du système de retraite.

La réforme de 2003 rapproche les règles applicables à la fonction publique de celles du secteur privé.

Elle crée un mécanisme de décote et surcote, ainsi qu'un dispositif de départ anticipé pour les carrières longues.

La réforme de 2010 fixe l'âge légal de départ à 62 ans et celui de la liquidation à taux plein à 67 ans.

La loi de 2014 inscrit le principe de l'allongement au fil des générations de la durée de cotisation.

La durée de cotisation est fixée à 43 ans pour les assurés nés à partir de 1973.

En 2019, est présenté un système universel de retraite par points, projet contesté puis abandonné dans le contexte de crise sanitaire.

En janvier 2023, une nouvelle réforme prévoit le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans pour 2030 et l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans dès 2027.

Podcast

Comment fonctionne le système de retraite en France ?

Bonjour à tous, je suis Guillemette, rédactrice pour le site Vie-publique.fr et je vais aujourd'hui vous expliquer comment fonctionne le système de retraite en France.

Tout d'abord, qu'est-ce que la retraite ?

En économie, la retraite désigne la période à partir de laquelle une personne met un terme à son activité professionnelle et qu'elle ne cherche plus à exercer un emploi (à la différence des chômeurs). Dans de nombreux pays comme la France, la retraite désigne aussi la pension perçue par les retraités. Cette rémunération est considérée comme un droit obtenu au titre d'un certain nombre d'années travaillées.

Quels sont les principes sur lesquels repose le système de retraite français ?

Le système français obéit à deux principes :

- Premièrement, un principe de contributivité, selon lequel un retraité reçoit une pension calculée sur la base des revenus de son activité antérieure, donc des cotisations qu'il a versées tout au long de sa vie active.
- Deuxièmement, un principe de redistribution qui permet aux personnes ayant connu des périodes de perte involontaire d'emploi (maladie, chômage...) de bénéficier d'avantages de retraite non contributifs, c'est-à-dire sans versement de cotisations.

Le système de retraite français donne lieu également à deux formes de solidarité : quelles sont-elles ?

- Tout d'abord, une solidarité intergénérationnelle entre actifs et retraités, les cotisations des actifs permettant de financer la pension des retraités.
- Ensuite une solidarité fondée sur des critères socioprofessionnels, ce qui explique l'existence de plusieurs régimes : le régime général, la mutualité sociale agricole (MSA), les régimes spéciaux et

enfin, la sécurité sociale des indépendants, intégrée au régime général en 2018.

À la différence d'un système par capitalisation (qui fonctionnerait uniquement sur l'épargne individuelle), le système de retraite français est fondé sur la répartition. Cette double solidarité, doit permettre à tous les affiliés, quel que soit leur niveau de ressource, d'avoir accès à un revenu minimum une fois à la retraite.

Alors comment le système est-il financé ?

Le financement repose en fait sur trois piliers :

- Des cotisations (dont je viens de vous parler)
- Des recettes fiscales (impôts et taxes)
- Et enfin, des transferts de compensation selon les évolutions démographiques et économiques du pays à moyen et long terme.

Créé en 2000, le Conseil d'orientation des retraites est chargé d'analyser les perspectives de financement du système de retraite français. D'après son rapport de 2021, les dépenses de retraite s'élèvent en France à 345 milliards d'euros environ (soit près de 14% du produit intérieur brut (le PIB)).

Depuis les années 1970, le système de retraite a fait en France l'objet de nombreuses réformes (report de l'âge légal de départ à la retraite, allongement de la durée de cotisation, suppression de certains régimes spéciaux...). Critiquée pour son coût, cette « spécificité française » participe cependant du faible taux de pauvreté des plus de 66 ans (estimé à 4 % en France contre 13 % en moyenne dans l'OCDE).